

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-role-des-Compagnies-Petrolieres-comme-Repsol-YPF-Shell-Total-Oxy-BP-Triton-et-les-autres-dans-le-Plan-Colombia>

# **Le rôle des Compagnies Pétrolières comme Repsol-YPF, Shell, Total, Oxy, BP, Triton et les autres dans le Plan Colombia**

Date de mise en ligne : lundi 13 septembre 2004

- Les Cousins - Colombie -

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Par Allende La Paz**

ANNCOL, le 7 mai 2004

[Leer en español](#)

Les entreprises pétrolières ont directement contribué à l'escalade du conflit social et armé que la Colombie vit. L'Union Syndicale Ouvrière a (USO), prévoit une grève pour la défense de ses revendications et la défense de nos ressources naturelles, écrit l'analyste colombien Allende La Paz.

Les entreprises transnationales sont parties prenantes dans l'élaboration et le financement des plans militaires qui tendent au contrôle de l'Amérique Latine par les États-Unis.

Les multinationales ont tiré profits des richesses naturelles de nos pays et elles sont décidées à continuer à les dévorer parce que les oligarchies indignes et à genoux leur permettent d'en profiter dans une totale impunité et contre les intérêts nationaux de nos peuples.

Cela est particulièrement vrai dans le cas de la Colombie. Ça l'est encore plus pour les compagnies pétrolières puisque les 10 premières entreprises pétrolières mondiales sont présentes en Colombie. Rappelons-nous seulement comment, les gouvernants oligarchiques remettaient aux multinationales l'usufruit à vie de parties du territoire national au moyen des fameuses "Concessions".

Durant l'administration de Mariano Ospina Pérez, grâce à une grève patriotique les ouvriers du secteur pétrolier ont obligé le gouvernement à créer la compagnie pétrolière publique ECOPETROL, pour qu'elle administre les ressources pétrolières versées au gouvernement de Raphaël Reyes à Roberto de Mares, qui à son tour les a vendues à l'Oil Company Tropical - TROCO - qui devait reverser à l'État en 1951, comme aujourd'hui, ce qui a essayé d'être escamoté par la compagnie mentionnée.

Par la suite, ont suivi les "Contrats d'Association" qui permettaient de juteux gains aux multinationales du pétrole, et maintenant l'actuelle administration colombienne « très arrangeante » prévoit des changements dans les contrats d'association, qui augmentent la marge de gains des entreprises, ce qui a réveillé l'appétit vorace des compagnies pétrolières multinationales pour l'exploitation des ressources pétrolifères de la Colombie.

Dans les années quatre-vingt, l'entreprise pétrolière américaine Occidentale Petroleum a trouvé en 1983 le gisement pétrolifère le Caño Limón, département d'Arauca, et déjà en 1985, elle tirait le pétrole, au moyen d'un contrat d'"Association" avec la compagnie d'état colombienne de pétrole, ECOPETROL, 50 % pour celle-ci et 50 % pour Oxy, l'anglo-hollandaise SHELL et l'entreprise pétrolière espagnole Repsol-YPF (détentrices de 6,2 % du gisement) qui devait reverser une contribution à l'Etat pour exploiter les 30 derniers % du gisement.

Ce qui signifie que Repsol et l'OXY ont envahi le territoire indigène U'wa à la recherche du pétrole, sans le consentement des communautés et violent leurs territoires dans une claire transgression de la Constitution Colombienne, en faisant protéger leurs biens et machines par des forces militaires-paramilitaires, en assassinant plusieurs leaders indigènes.

Ce pétrole est transporté jusqu'à la Cote Caribéenne à travers le pipe-line de Caño Limón - Coveñas - de 773 kilomètres de long - et à Coveñas il est embarqué sur les pétroliers qui le transportent aux États-Unis pour le raffiner. De ce gisement on a extrait 910 millions de barils, de la réserve de 1.300 millions de barils que l'on calcule

et qui aujourd'hui représente 30 % de la production pétrolière de la Colombie, ce qui rapporté à OXY fait d'elle la deuxième entreprise d'exploitation du pétrole colombien.

Le gouvernement colombien a remis un contrat d'exploration du pétrole à une entreprise américaine - par la suite, on a su que son capital était de 100 mille dollars - qui a trouvé le gisement pétrolier de Cusiana, dans le département de Casanare, lequel fut vendu pour son exploitation à British Petroleum pour 250 millions de dollars. On ne se sait pas vraiment quelle est la réserve de ce gisement, mais on a estimé qu'avec les ressources extraites, on pourrait couvrir le budget national de la Colombie pendant 8 ans sans avoir à recourir à d'autres sources de financement. On a aussi trouvé le gisement de Cupiagua qui selon un haut fonctionnaire de la BP, serait 10 fois plus grand que Cusiana, ce qui a été démenti par la suite par la Compagnie.

L'entreprise espagnole Repsol-YPF, en plus de la part du puit de Caño Limón, a d'autres intérêts importants dans le département d'Arauca, comme le gisement pétrolier de Capachos I, dans la municipalité de Tame.

On remarque que cette entreprise depuis quelques années a été accusée et poursuivie dans divers pays du Vieux Continent et d'Amérique latine pour être responsable d'une série de dommages écologiques. (Voir dans <http://www.rebelión.org>)

### **La contribution des compagnies pétrolières au Plan Colombie et aux paramilitaires**

Le contrôle du pétrole est indispensable dans la stratégie de domination impériale des États-Unis, principalement si nous tenons compte de l'épuisement des gisements dans le territoire américain (ses réserves représentent seulement 3 % du pétrole mondial et 4 % du gaz, en devenant importateur d'hydrocarbure dès les années 80) et de la situation d'instabilité extrême et de la difficulté d'imposer la vision de sa politique étrangère au Proche Orient, en l'Afghanistan et en Irak, en plus des difficultés avec le Venezuela et le Brésil.

Pour cela, les États-Unis ont investi des millions de dollars pour garantir à leurs entreprises la continuité dans l'exploitation du pétrole colombien, en plus du financement direct que les dites compagnies font dans des projets comme le paramilitaire.

Les entreprises pétrolières ont directement contribué à l'escalade du conflit social et armé que la Colombie vit à travers de "l'impôt de guerre" établi par le gouvernement colombien en 1992 qui établissait le paiement d'un dollar par baril, lequel comme son nom l'indique allait financer la guerre en Colombie.

Dans un article publié en 2002 dans le « Los Angeles Time », on dénonçait que l'OXY payait 750.000 dollars aux forces colombiennes de sûreté et à l'Association Cravo Norte - propriété d'ECOPETROL et d'OXY, qui gère le gisement de Caño Limón - en 1996, ils ont signé un "accord de collaboration" annuelle de presque deux millions de dollars pour financer économiquement les unités de la XVIIIe division qui couvraient les zones proches du gisement.

Ces forces militaires surveillent les communautés qui sont le long du pipe-line, leur font subir des intimidations directes ou à travers les menaces où les "paracos" viennent derrière, ou avec des paramilitaires pour fustiger la population, ce qui est écrit dans les plaintes selon lesquelles le personnel de la XVIII Brigade d'Arauca est impliqué dans des graves violations des droits de l'homme.

Les ressources du Plan Colombia, ou le Plan " Patriote" comme ils veulent l'appeler maintenant, approuvées en 2003, de 99 millions correspondaient au financement pour la protection du pipe-line Caño Limón-Coveñas, " pour l'achat d'hélicoptères, de formation et d'intelligence et de matériel pour la XVIII eme Brigade, la création d'une nouvelle Brigade Mobile, la n° 5 (assignée à la protection du pipe-line) et d'unités additionnelles fluviales et de police, toutes équipées de matériel payé avec des fonds américains. (17) En janvier 2003, 60 membres des Forces Spéciales américaines sont arrivés à Arauca, se joignant aux 10 qui étaient déjà là, pour se joindre aux unités de la

XVIII Brigade." (Voir l'Information d'Amnistie Internationale dans les liens de <http://www.anncol.org> ).

Dans cette stratégie de protection des compagnies pétrolières multinationales sont concernées les "zones dénommées de réhabilitation et de consolidation" dans les départements d'Arauca, Bolivar et Sucre, précisément les départements par où passe le pipe-line de Caño Limón-Coveñas. Des zones où ce fonctionnement persiste bien qu'il ait été déclaré inconstitutionnel par la Cour Constitutionnelle.

British Petroleum (BP) qui a fusionné avec AMOCO -formant la troisième entreprise pétrolière dans le monde- a dans le gisement principal pétrolier colombien -Cusiana et Cupiagua, dans le département de Casanare- avec ses associés, la française TOTAL et l'américaine TRITON, directement financé des groupes paramilitaires et s'est avérée être sérieusement compromise dans des violations des droits de l'homme.

La BBC à Londres entre 1997 et 1998 a recueilli une information dans une interview d'ex-fonctionnaire de la B.P. qui montrait la relation de la multinationale avec les paramilitaires et comment à travers ses propres employés, elle avait remis des informations aux militaires, qui se sont soldées en meurtres ou en menaces de mort pour tous les leaders et activistes syndicaux, défenseurs des droits de l'homme, hommes politiques démocratiques, etc.

## **Le rôle de George W. Bush**

La famille de l'actuel président des États-Unis, George W. Bush, fait partie des actionnaires importants de la compagnie pétrolière HARKEN ENERGY CORPORATION, qui possède 5 contrats d'exploration et d'exploitation pétrolière en Colombie et la compagnie considère ce pays comme son principal investissement pour l'avenir, devant les États-Unis et d'autres pays de l'Amérique latine.

Là où il y a une richesse, il y a des paramilitaires. En Colombie, les groupes paramilitaires sont présents dans les zones où se trouvent des richesses. Et où il y a des richesses naturelles, les multinationales sont. Et où les multinationales sont, il y a des paramilitaires. Et pour qu'il y ait des paramilitaires dans une région, les militaires doivent arriver avant, ou sinon, les "paracos" n'arrivent pas.

Dans Arauca il y a du pétrole, OXY et Repsol-YPF y sont, il y a des paramilitaires. Dans Casanare il y a du pétrole, British Petroleum y est, il y a des paramilitaires. Dans la Guajira il y a du charbon et du gaz, là Drummond et la Texas y sont, là il y a des paramilitaires. A Santa Marta, il y a un port pour embarquer du charbon et la zone bananière de la Chiquita Brand, là il y a des paramilitaires. Dans Urabá il y a des bananiers, là les multinationales de la banane y sont, là il y a des paramilitaires. Dans Putumayo il y a du pétrole, donc des multinationales, là il y a donc des paramilitaires.

Dans le Chocó, la-bas il y a encore plus d'or que tout celui qu'ils ont emporté depuis l'invasion espagnole, là les paramilitaires y sont. Dans la Magdalena moyenne (Barrancabermeja et ses zones voisines) il y a du pétrole, là les multinationales y sont, là il y a des paramilitaires.

## **Uribe Vélez, collaborationniste et antipatriote**

L'administration du Président Uribe Vélez, avec son passé de narcotrafiquant et son présent paramilitaire, répond à la dictée de son maître, l'Oncle Sam (pardon, j'ai voulu dire George W. Bush), et a décidé de remettre encore plus aux multinationales de nos richesses naturelles et le très sans gêne président indigne annonce que la Texas exploitera jusqu'à l'épuisement les puits de gaz naturel de La Guajira, ce qui signifie la perte de 87 millions de dollars pour la Nation.

Il annonce également que le gisement le Caño Limón sera exploité jusqu'à son épuisement par le Petroleum Occidental, qui signifiera la perte pour les Colombiens des 30 derniers % du gisement, ce qui arrivera aussi avec toutes les entreprises qui ont des "Contrats d'Association" avec la Colombie, puisque sa décision est de revenir aux "Contrats de concession" en réduisant la participation de la Colombie à 30 pour cent de l'affaire.

### **La résistance populaire**

Cette politique de bradage collaborationniste et antipatriote d'Uribe Vélez cherche la régression dans une politique d'exploitation pétrolière et veut ouvrir le chemin à la privatisation définitive du secteur au bénéfice des multinationales pétrolières, les mêmes qui ont financé la guerre en Colombie, et sont compromises jusqu'à la moelle dans la "sale guerre" à travers leur financement des paramilitaires.

Cette position collaborationniste du président a trouvé la résistance forte du peuple colombien, spécialement des ouvriers pétroliers qui travaillent dans ECOPETROL, réunis en corporation dans l'Union Syndicale Ouvrière (USO) qui prévoit une grève pour la défense de leurs revendications et la défense de nos ressources naturelles, au milieu d'emprisonnements sans inculpation (26 leaders derrière les barreaux), le meurtre des dirigeants syndicaux (plus de 89 leaders USO ont été assassinés durant ces dernières années), des disparitions, et des menaces de toute sorte.

Dans cette position de défense des intérêts nationaux, s'inscrit l'action de la révolte colombienne et pour cette raison nous considérons que sa position de sabotage de l'infrastructure pétrolière est pleinement justifiée, comme faisaient nos indigènes Tayronas déjà il y a 512 ans quand devant l'invasion Espagnole, ils brûlaient leurs maisons et cultures pour empêcher à l'envahisseur avare d'en profiter.